tribune socialiste PSU

de nouvelles orientations économiques

Tribune Socialiste n° 618
11-17 Mai 1974
Pages 8, 9 et 10

DEMAIN LA GAUCHE

de nouvelles orientations économiques

Le Dimanche 19 mai, François Mitterrand sera élu Président de la République. Nous le souhaitons, nous nous battons pour cette victoire, qui ne sera pas celle d'un homme seul, mais de l'ensemble des travailleurs, de l'écrasante majorité des forces vives de ce pays. Mais nous savons bien aussi que cette victoire électorale n'et qu'une étape. Pour la gauche, accédant au pouvoir dans des circonstances difficiles, la bataille économique qui s'engagera alors sera déterminante. Le PSU entend tout mettre en œuvre pour que soient définies de nouvelles orientations économiques, condition nécessaire pour que cette bataille soit victorieuse.

La situation économique et sociale française en ce mois de mai 74 est difficile : la montée vertigineuse des prix, que rien ne semble pouvoir arrêter, les incertitudes qui pèsent sur l'emploi, la dégradation des équipements collectifs et de l'environnement, les impasses énergétiques, tout condamne une majorité accrochée farouchement à son pouvoir et seulement désireuse de répéter à l'avenir sept ans durant au moins, des choix de croissance aberrants qui sont ceux du grand capitalisme.

Pourtant, ce n'est pas fini. Les prévisions économiques de mi-1974 à la fin 1976 sont mauvaises, et marquées par une poursuite de l'inflation, au moins à son rythme actuel (hausse annuelle des prix de 15 %) et une profonde recrudescence du chômage, qui pourrait atteindre 800 000 personnes en tout état de cause (4 % de la population active) ou même 1,2 millions de personnes si la balance extérieure ne se redresse pas — et rien n'indique qu'elle le fasse actuellement.

En bref, l'inflation et le sous emploi structurels nous menacent. Par ailleurs, les inégalités tendent à s'aggraver, que ce soit entre catégories sociales, mais aussi entre régions (on parle à juste titre de désertification) ou branches industrielles : **nous allons donc vers une société plus injuste, et de plus en plus difficile à vivre.**

une stratégie de tension

Par ailleurs, la spéculation contre le franc peut tenter la bourgeoisie.

Enfin, il faut avoir conscience que l'ouverture de l'économie française sur l'extérieur lui fait courir un risque de difficultés d'approvisionnement ou de fournitures extérieures, notamment vis-à-vis de l'Europe capitaliste et des Etats-Unis.

Cette situation économico-sociale délicate prend place sur un fond de manœuvres politico-policières pour conserver à la majorité actuelle son pouvoir coûte que coûte : la création de corps de police spéciaux, particulièrement entraînés à la répression, la multiplication des polices parallèles, l'utilisation d'une partie de l'armée à des fins de « renseignement », la patiente implantation des syndicats jaunes ou fascistes dans les entreprises et les services publics, le soutien ouvertement accordé à des groupes d'extrême droite (SAC - CDR) ou la collusion

tribune socialiste PSU

de nouvelles orientations économiques

Tribune Socialiste n° 618
11-17 Mai 1974
Pages 8, 9 et 10

avec des groupuscules fascistes (Ordre Nouveau) la désignation d'un « ennemi de l'intérieur » qui tend à devenir la gauche — voire la population elle-même toute entière — sont autant d'indices qu'existe une tentation d'assurer le maintien du régime actuel au pouvoir par tous les moyens.

Il serait illusoire de penser que les adversaires de la gauche la laisseront s'emparer du pouvoir sans réagir. D'ores et déjà, certains groupes, ainsi que certains journaux l'ont révélé, mettent en place une « stratégie de tension » destinée à créer des incidents qui permettraient de mettre en difficulté un gouvernement de gauche au lendemain de la victoire.

Il faudra donc, dès la victoire, assurer la défense d'un gouvernement de gauche et l'équilibre "économique du pays c'est-à-dire se donner la capacité d'organiser la résistance aux tentatives d'agressions interne et externe.

Dans quelque cas qu'on se situe, il n'y a pas de « recette » miracle.

Certaine techniques économiques, notamment, peuvent être utilisées : mais elles ne prendront tout leur sens — et leur efficacité — que si elles s'appuient sur une puissante mobilisation populaire et une capacité de contrôle suffisante des travailleurs.

D'ailleurs, le pessimisme, à cet égard, n'est pas de rigueur. Si un certain degré de fuite des capitaux est inévitable (il peut être ramené à des proportions supportables), rien n'indique que, du jour au lendemain, les courants d'échanges commerciaux et de production s'arrêteraient ou se ralentiraient : les autres Etats aussi ont besoin de la France, de ce qu'elle produit et de ce qu'elle apporte. La « catastrophe » n'arrivera pas. Il faut prendre les moyens de l'éviter.

économie d'abord

C'est sur le front économique que la gauche jouera, en grande partie, son avenir. C'est là qu'on l'attend, puisque jusqu'ici la droite a eu le monopole du discours économique. Cette défense doit s'articuler autour de quatre idées forces :

1 LUTTER CONTRE LA SPECULATION FINANCIERE

Du fait du déficit déjà certain sur le plan des échanges commerciaux (à cause du renchérissement de l'énergie) on doit s'attendre à des difficultés même si des emprunts internationaux permettent d'en financer une bonne partie dans les mois qui viennent.

A ces difficultés s'ajoute certainement l'impact de certains mouvements de capitaux de caractère spéculatif.

Un triple danger est à craindre :

• Que les entreprises cherchent à retarder les paiements de leurs clients à l'exportation et avancent leurs propres paiements à l'importation (fuite devant le franc, attente de la revalorisation des monnaies étrangères). La sévérité de l'encadrement du crédit, en resserrant la trésorerie des entreprises, peut en limiter l'ampleur ;

• que des investisseurs français achètent des titres étrangers dans l'espoir qu'ils seront revalorisés en cas de dépréciation du franc : il suffit de créer un marché fermé de ces titres, entre résidents français, ce qui évite toute sortie de devises ;

• que les billets de banque soient transférés à l'étranger : il est facile de neutraliser ces transferts en cessant de racheter les billets français se trouvant à l'étranger.

La fuite des capitaux devrait cependant se traduire par une baisse du franc et (ou) la perte des réserves de la Banque de France, (pour soutenir le Franc).

La défense du franc passe, dans un premier temps, par un flottement du franc à la baisse, laquelle n'est pas rémunératrice pour les spéculateurs. Au-delà d'une perte de 10 à 15 %, il serait alors nécessaire d'utiliser les réserves pour défendre le franc. La valeur de notre stock de devises d'or est considérable.

En tout état de cause, le resserrement du contrôle des charges est indispensable. Il pourrait comporter les mesures suivantes :

• interdiction de prêts en francs à l'étranger ;

• création d'un marché fermé des titres étrangers ;

• financement en devises des investissements étrangers en France ;

• réduction de l'allocation touristique délivrée en devises ;

• réduction des délais de paiement consentis par les exportateurs à leurs clients étrangers ;

• sélection des investissements français à l'étranger ;

• emprunts à court terme des banques françaises à l'étranger re prêtés ensuite à la Banque de France.

Si la situation était plus grave, il faudrait alors recourir à :

• la convertibilité limitée du franc.

• la limitation des importations.

De toute façon, il est nécessaire de mettre en place dans les banques qui disposent du monopole des transferts avec l'étranger un système de surveillance et de contrôle populaire qui permettre de vérifier l'application correcte de ce dispositif.

A terme l'arrêt de la flottaison du franc, voire une réévaluation de notre monnaie, peut être envisagée. Elle suppose la confiance que les mesures ci-dessus auront créée. Mais cela peut encore la renforcer.

2 RELANCER L'ECONOMIE SANS ALIMENTER L'INFLATION :

La lutte pour le maintien de l'expansion et le combat pour la résorption de l'inflation sont parallèles et d'autant plus nécessaires que la « crise pétrolière » en renchérissant considérablement les ressources énergétiques nécessaires à l'économie, crée des conditions propices à la hausse des prix et à un ralentissement de l'expansion.

Il y aura, pour l'économie française, une note à payer. Il importe qu'elle soit répartie au mieux sans affecter les

tribune socialiste PSU

de nouvelles orientations économiques

Tribune Socialiste n° 618
11-17 Mai 1974
Pages 8, 9 et 10

conditions d'une poursuite de la croissance et l'élévation du niveau de vie.

Il faut donc assurer :

• une redistribution des investissements productifs évitant le gaspillage des ressources, réduisant la dépendance énergétique du pays, et développant les productions auxquelles la France est particulièrement apte ;

• une redistribution plus égalitaire de la consommation et un nouveau partage entre la satisfaction des besoins individuels et celle des besoins collectifs (santé, éducation, loisirs).

Pour cela, deux séries de mesures sont utiles :

3 SOUTENIR L'ACTIVITE ECONOMIQUE, DEFENDRE L'EMPLOI ; C'EST POSSIBLE

• par une politique de soutien de la demande dans le cadre de la défense du pouvoir d'achat ;

• par de nouveaux choix budgétaires et une politique sélective du crédit : donner une impulsion aux investissements dans le secteur de l'énergie et des équipements collectifs, accroître les effectifs d'enseignants et les possibilités de formation ;

• par une réorientation, au niveau des entreprises, de la production elle-même, chaque fois que cela est possible (par ex. : immeubles collectifs, transports collectifs) ;

• par une nouvelle étape dans la réduction de la durée maximale du travail ;

• par l'institution de garanties nouvelles pour les travailleurs en matière de stabilité de l'emploi et des revenus (extension des pouvoirs du comité d'entreprise, notamment développement du contrôle des travailleurs sur la gestion de l'entreprise) ;

4 LUTTER CONTRE L'INFLATION, DEFENDRE LE POUVOIR D'ACHAT, C'EST POSSIBLE :

L'arrivée au pouvoir de la gauche crée les conditions d'une politique profondément novatrice ; elle doit porter :

— sur **les prix** : une phase de blocage général des prix devrait préluder à l'application d'un dispositif de programmation par branches et sélectif selon l'effort à fournir par celle-ci. Celui-ci doit comprendre :

• la modulation des tarifs de l'énergie et la limitation au maximum des hausses, des tarifs publics ;

• le contrôle des prix liés aux activités non salariales ;

• l'aménagement des taux de TVA et la fiscalité indirecte pour réduire la charge supportée par <les> transports collectifs et <les> biens de grande consommation ;

• une surveillance des dépenses de publicité et de commercialisation générale.

— **sur les revenus** : le souci doit être de ménager une progression non inflationniste des revenus et d'en assurer une répartition plus juste : cela implique :

• le blocage temporaire des hauts revenus salariaux ;

• la revalorisation immédiate des bas salaires (SMIC) qu'il est possible de rendre plus aisément supportable par les entreprises de main-d'œuvre au moyen d'une baisse du taux des cotisations sociales sous plafond par exemple ;

• la revalorisation immédiate du minimum vieillesse, qui passerait à 6 400 F pour une personne seule. Ce minimum devrait être accordé aux étrangers résidant sur le territoire Français (150 000 personnes concernées environ) ;

• en contrepartie, une profonde refonte de la fiscalité est nécessaire : révision du barème de l'impôt sur le revenu, suppression des avantages accordés à certains revenus du capital (avoir fiscal, prélèvement libératoire), taxation des plus values mobilières, institution d'un véritable impôt sur le capital, refonte des règles de taxation des plus-values immobilières et foncières (toutes mesures inséparables d'une volonté réelle de contrôle fiscal) :

• de même, le déplafonnement progressif des cotisations sociales à la charge des employeurs (2points) doit être recherché, parallèlement à une répartition des prestations familiales sur des critères sélectifs

investissements et épargne populaire

Pour permettre au pays de choisir et d'engager ses propres priorités de développement et de croissance sans que ces choix lui soient imposés par d'autres (qu'il s'agisse d'Etats ou d'entreprises), la protection et le développement de l'épargne populaire est une étape essentielle :

— par la revalorisation des taux de rémunération servis à certaines formes de placement liquides (livre d'épargne, bons d'épargne émis dans le public) et l'indexation de leur rendement pour les nouveaux placements, pour mettre fin au vol dont se rend coupable l'Etat actuellement (il rend 2/3 seulement de la hausse des prix aux épargnants) ;

— par la création de nouvelles formes de placement populaire : plan d'épargne-installation, d'épargne-études...

— par le développement des emprunts des collectivités locales et des services publics, qui permettrait de financer leurs équipements, tout en épongeant certaines disponibilités financières qui pourraient engendrer, des hausses de prix.

Parallèlement, les hauts revenus doivent, dans un premier temps, être fortement incités à placer leurs économies : en obligeant par exemple les entreprises à verser la partie supérieure des hauts salaires à des organismes d'épargne publics (une caisse publique d'investissement) et les membres des professions non salariées reconnues lucratives (par exemple n'exerçant pas à plein temps en hôpital public — notaires — architectes — avocats en fin de carrière — promoteurs) à souscrire un certain nombre de bons d'épargne auprès des collectivités publiques.

tribune socialiste PSU

de nouvelles orientations économiques

Tribune Socialiste n° 618
11-17 Mai 1974
Pages 8, 9 et 10

En contrepartie, une nouvelle politique de l'investissement s'impose. Après qu'auront été démocratiquement déterminées les priorités nationales, un certain nombre de secteurs prioritaires apparaîtront. Il faudra alors :

— obliger les entreprises de ces secteurs à consacrer un certain montant de leur chiffre d'affaires à l'investissement, sous peine de sanctions fiscales ;

— orienter l'épargne abondamment collectée vers des secteurs où l'investissement est prioritaire, de sorte que la satisfaction des besoins se fasse sans inflation et sans recours excessif à l'importation ;

— pratiquer une politique de prêts sélectifs à bas taux d'intérêt pour de tels secteurs (des taux préférentiels permettraient une baisse des taux d'autofinancements des entreprises).

La nouvelle politique de l'épargne et de l'investissement devra reposer sur un réseau d'établissements bancaires et financiers mieux utilisés qu'actuellement, ce qui suppose son contrôle effectif par l'Etat et la nationalisation des établissements privés de ce secteur. En cas de « grève de l'investissement » par des entreprises (notamment multinationales) des sanctions devraient être prises pour les sociétés n'ayant pas maintenu un taux d'investissement au moins égal à l'année antérieure (sanction fiscale puis nationalisation)

A l'heure actuelle le développement économique se heurte à de grandes contraintes techniques liées au problème énergétique et à ce qu'on appelle les « secteurs de pointes » (l'informatique, l'électronique, les télécommunications...). Le danger existe que de tels secteurs ne soient entièrement contrôlés par des intérêts privés, souvent ceux de firmes multinationales.

Il sera donc nécessaire de donner très vite à la France les moyens de faire face à ce défi.

Pour ce faire, plusieurs types d'action peuvent être mis en place : sur le plan énergétique, passer dans l'immédiat des accords de coopération avec les pays producteurs qui ont choisi de se développer sur la base des priorités populaires, l'Algérie par exemple.

Indépendance énergétique et technologique

Parallèlement, la recherche devra être poursuivie et accélérée, ce qui suppose une croissance appréciable du budget de la recherche pour trouver des relais énergétiques d'un autre ordre, notamment dans le domaine des techniques nouvelles (nucléaires sous condition, énergie solaire, marémotrice, hydroélectricité, etc.).

Une telle recherche pourrait être entreprise en liaison avec certains de nos partenaires européens qui le souhaiteraient.

En tout état de cause, les priorités de développement choisies devront faire une place à la nécessité d'économies énergétiques.

Dans les secteurs de pointe, tout devra être fait pour éviter de tomber sous contrôle des intérêts multinationaux. A ce titre, l'encouragement aux activités de pointe devra être activement pratiqué, pouvant aller jusqu'à la création d'un secteur public dans certains domaines (par ex. informatique). Là encore, la coopération avec des partenaires européens intéressés (notamment : informatique-télécommunications...) est souhaitable.

(Extrait de la brochure :
« **mai 74, pour la victoire de la gauche** » éd. Syros, 3 F) -